CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 19 mars 1974

La séance est ouverte à 2 heures.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LA PIRATERIE AÉRIENNE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Duncan M. Beattie (Hamilton Mountain): Monsieur l'Orateur, je prends la parole, aux termes de l'article 43 du Règlement, pour demander le consentement unanime de la Chambre en vue de présenter une motion de nature urgente et de nécessité pressante. Compte tenu de la fréquence des actes de piraterie aérienne avec voies de fait qui ont augmenté de façon spectaculaire depuis quelques mois mettant en grand danger des vies humaines et des biens et comme la crainte manifestée à l'égard des personnes responsables de ces actes provoque invariablement une récidive en vue de libérer ces personnes, ce qui fait que les divers tribunaux aux endroits où les actes de piraterie aérienne ont eu lieu sont incapables de sévir efficacement contre les coupables, je propose, appuyé par le député de Burnaby-Richmond-Delta (M. Reynolds):

Que la Chambre recommande au gouvernement de présenter aux Nations Unies une résolution qui prévoirait l'établissement d'un tribunal relevant de l'Organisation et exerçant une juridiction exclusive en matière de garde, de jugement et de condamnation de toutes les personnes appréhendées à la suite d'un acte de piraterie aérienne.

M. l'Orateur: La motion du député est présentée aux termes de l'article 43 du Règlement et exige le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il unanimité?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Comme la Chambre ne donne pas son consentement unanime, la motion ne peut pas être mise en délibération.

* * *

LES TRANSPORTS

LES NORMES DE SÉCURITÉ DU RAIL—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, je désire présenter une motion au sujet d'une affaire pressante dont l'étude s'impose d'urgence. Étant donné que des tragédies du rail dans le cañon du Fraser ont entraîné la mort de deux autres hommes au cours de la dernière fin de semaine, que la négligence criminelle dont nos deux compagnies ferroviaires se sont rendues coupables en ne se conformant pas à des normes suffisantes de sécurité et d'entretien des voies a fait l'objet d'un rapport complet et circonstancié, mais que des mesures se font

attendre depuis longtemps, je propose, avec l'appui du député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow):

Que la Chambre exhorte le gouvernement à appliquer immédiatement les recommandations contenues au troisième rapport d'enquête de la Commission canadienne des transports sur la sécurité du rail.

M. l'Orateur: Cette motion, proposée à l'étude de la Chambre en conformité de l'article 43 du Règlement, requiert le consentement unanime. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: La motion ne peut pas être mise en délibération.

* * *

LES SPORTS

L'ENTRAÎNEMENT POUR LES JEUX OLYMPIQUES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. H. T. Herbert (Vaudreuil): Monsieur l'Orateur, j'invoque l'article 43 du Règlement et sollicite le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion sur une question urgente, vu que les États-Unis, la Russie et d'autres pays possèdent déjà un tel programme, entièrement opérationnel. Je propose donc:

Que la Chambre prie le ministre de la Défense nationale d'envisager immédiatement de réorienter le programme de recrutement des Forces armées, afin d'inciter les jeunes athlètes à entrer dans les Forces armées pour y subir un entraînement à temps plein en vue des Jeux olympiques qui doivent se tenir au Canada, en 1976.

M. l'Orateur: La motion du député requiert le consentement unanime. Y a-t-il unanimité?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Il n'y a pas unanimité; la motion ne peut donc être mise en délibération.

* * *

L'INDUSTRIE

LA CONSTRUCTION—LA CHERTÉ DES MATÉRIAUX—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Reg Stackhouse (Scarborough-Est): Monsieur l'Orateur, j'invoque l'article 43 du Règlement pour présenter une motion.

Étant donné l'escalade rapide des prix dans l'industrie de la construction, le coût des matériaux enregistrant souvent une hausse de plus de 15 p. 100 dans l'intervalle qui s'écoule entre le dépôt d'une soumission et le début des travaux, et puisque le premier ministre a donné l'assurance que le gouvernement tentait de stabiliser les prix dans certaines industries, je demande l'autorisation de la